



Ecrit par Laurent Garcia le 4 novembre 2021

CCI de Vaucluse : l'élection de la dernière chance ?



Alors que le scrutin des élections pour la CCI de Vaucluse s'achève mardi 9 novembre, l'enjeu n'a jamais semblé aussi vital pour l'institution consulaire départementale. Il en va de son autonomie et même de sa survie.

« La CCI de Vaucluse nous a surtout permis (...) de ridiculiser le monde consulaire, tant au niveau régional qu'au niveau national », [avait répondu sèchement en 2019 Bernard Kleynhoff](#), président de la commission développement économique de la Région Sud à une question de la conseillère régionale RN, Anne Sophie Rigault, sur la gouvernance de l'institution consulaire vauclusienne.

Celui qui a été aussi président de la CCI Nice-Côte d'Azur de 2011 à 2015 et actuel président de [Rising Sud](#), l'agence de développement économique du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, n'avait pas de mots assez durs pour dénoncer cette situation portant préjudice aux entreprises de Vaucluse.

Il faut dire que pour en arriver là, la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse a réussi l'exploit d'être la seule Chambre consulaire de France à être suspendue pour des motifs de gouvernance et non pour des raisons budgétaires liées à une mauvaise gestion financière. Une performance que la CCI 84 renouvellera cet été avec une nouvelle crise de gouvernance suite à la démission d'une partie du bureau, alors qu'une nouvelle élection avait eu lieu il y a tout juste 1 an.

Irréconciliables : mais jusqu'à quand ?

Une situation due en grande partie à l'opposition frontale entre Bernard Vergier, président de la CPME 84, élu 2 fois président* depuis 2016, et Jacques Brès, président de l'UP-Medef de Vaucluse. Si les deux sont irréconciliables, le dernier vient officiellement de passer la main à la tête du Medef et le second est atteint par la limite d'âge et ne pourra plus être président.

Cela ne l'empêche cependant pas de mener à nouveau le combat à la tête de [la liste CPME 84](#). Face à lui, on retrouve forcément une [liste proche de l'UP-Medef portée par Nathalie Czimer-Sylvestre](#). Enfin, [une troisième liste menée par Gilbert Marcelli](#), président de l'UIMM 84 (Union des industries et métiers de la métallurgie de Vaucluse), regroupe de nombreuses interprofessions qui jusqu'alors soutenaient plutôt le Medef. A cela s'ajoute l'énigmatique candidature unique de Michel Verlaine dans la section commerce 2. Là encore, le Vaucluse se distingue par son nombre de candidats dans une région où l'essentiel des représentants patronaux sont arrivés à constituer des listes uniques.

« Si l'intelligence avait permis une liste unique, cela aurait été magique », regrette Gilbert Marcelli. Ils sont d'ailleurs nombreux dans les trois camps à déplorer, sous couvert d'anonymat bien sûr, que le Vaucluse ait trop longtemps souffert des querelles d'ego.

Condamner à s'entendre ou à disparaître

« Cette élection, c'est le scrutin de la dernière chance d'avoir une CCI qui joue son rôle », confirme avec franchise Nathalie Czimer-Sylvestre. Conscient de l'importance du scrutin, Bernard Vergier estime également « qu'il y a des bons partout » et qu'il aimerait « que l'on se rassemble pour travailler ensemble ».

Une évidence quand on constate la qualité des représentants économiques locaux présents dans les différentes listes en lice. Oui, mais sous quel panache ?





Ecrit par Laurent Garcia le 4 novembre 2021

Pour être élu président de la CCI de Vaucluse, il faut être titulaire d'un siège à la Chambre régionale. Seules 17 personnes pourront potentiellement briguer ce poste, puisque Bernard Vergier est atteint par la limite d'âge. Il s'agit de Patrice Corso, Bruno Rouby, Eric Massey, Isabelle Rimbaud, Alexandra Farnos et Nathalie Czimer-Sylvestre pour 'Inspiration commerce industrie', de Pascal Bongiovanni, Laurent Bezert, Frédéric Berud, Denis Laine et Hervé Belmontet pour 'Energie positive CPME 84' ainsi que de Dominique Damiano, Frédéric Ruel, Bruno Delorme, Gilbert Marcelli, Marie-Laure Baron et Catherine Panattoni pour 'Entreprendre avec vous'.

Dans tous les cas, « nous sommes condamnés à nous entendre » reconnaît Nathalie Czimer-Sylvestre. Idem pour Gilbert Marcelli « l'union ce réalisera sur les projets avec une obligation de réussir. »

« Il faut faire attention, s'il y a les mêmes problèmes d'ego, la CCI on l'a perd dans l'année, prévient aussi le chef de file de la CPME 84. Nous devons donc impérativement continuer à préserver notre outil de proximité au plus près des besoins et des difficultés des entreprises. »



Cliquer sur l'image pour lancer la vidéo.

« L'avis des présidents de CCI en Vaucluse n'intéresse personne. »

Bernard Kleynhoff

L'enjeu est en effet majeur, car faute d'interlocuteur sur le terrain, l'Etat s'adressera directement à la CCI de région, notamment pour la ventilation des nombreux dispositifs d'aides. L'usage et l'expérience montrant que les CCI maritimes et métropolitaines (Bouches-du-Rhône, Alpes-Maritimes et Var) se servent en premier au détriment des Chambres consulaires de l'arrière-pays (Vaucluse, Alpes-de-Haute-Provence et Hautes-Alpes).

« L'avis des présidents de CCI en Vaucluse n'intéresse personne » assurait d'ailleurs Bernard Kleynhoff lors de son intervention au Conseil régional confirmant ainsi le peu de cas que 'Marseille' fait du département.

Pourtant, avec ses 27 000 ressortissants la CCI 84 mérite certainement davantage de considération. Et même si les Chambres de commerce ont vu leurs ressources réduire comme peau de chagrin depuis 2015, l'organisme consulaire vaclusien regroupe encore 120 personnes pour un budget annuel de 15M€. Il dispose également de structures de formation de qualité sur son campus comme la très réputée Ecole hôtelière d'Avignon (EHA). Enfin, il gère plusieurs équipements structurants du territoire comme l'aéroport d'Avignon ou le port de transports de matériaux du Pontet.

Porter la voix du Vaucluse... Et celle du Pays d'Arles

Disposer d'une CCI 84 en ordre de marche semble plus que jamais vital pour porter la voix du Vaucluse lors des arbitrages budgétaires qui devront être tranchés en région. Avoir droit au chapitre semble plus que jamais nécessaire alors qu'un éventuel rapprochement entre les CCI et les Chambres de métiers et de l'artisanat commence à être abordé à mots couverts.

Du côté de la CCI du Pays d'Arles on suit avec intérêt les péripéties de la chambre vaclusienne. De taille comparable, bien que plus petite, la CCI d'Arles a surtout les mêmes problématiques que sa 'turbulente' voisine du Nord.

Du coup, en Arles, on espère qu'une CCI de Vaucluse stabilisée constituerait un allié de poids pour mieux se faire entendre au niveau régional.

« Les seules solutions viables c'est soit de transformer la CCI de Vaucluse en CCI locale, c'est-à-dire sans





Ecrit par Laurent Garcia le 4 novembre 2021

personne morale et rattachée à la CCI régionale, soit, éventuellement, ce qu'appelle certains élus de leurs vœux, de [fusionner](#) la CCI de Vaucluse avec celle du Pays d'Arles », prophétisait, il y a 2 ans déjà, Bernard Kleynhoff.

**En 2016, Bernard Vergier, président de la CPME 84, avait été élu au bénéfice de l'âge après être arrivé à égalité des voix au sein de l'assemblée consulaire avec Jacques Brès, président de l'UP-Medef de Vaucluse (17 voix contre 17). Plusieurs recours avaient été ensuite déposés, sans succès, auprès du Tribunal administratif de Nîmes afin d'annuler cette élection.*

En 2018, le préfet de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a suspendu l'ensemble des membres titulaires, des membres associés et des conseillers techniques de la CCI de Vaucluse en raison des problèmes de gouvernance (notamment sur les questions de vote du budget). La Chambre étant alors placée sous tutelle préfectorale avec une gestion assurée par une commission provisoire composée de trois membres des CCI de Vaucluse et de région.

Puis une nouvelle élection, à nouveau remportée par la liste de la CPME alors seule en lice, s'est tenue en octobre 2020. Enfin, la démission d'une partie des membres du bureau au cœur de l'été 2021 a entraîné l'élection, début septembre, d'un nouveau président : Hervé Belmontet, membre de la CPME 84 qui assure le suivi des affaires courantes consulaires jusqu'à la présente élection.

